

Perspectives économiques de la Chambre de commerce

«Il faut accélérer les réformes»

La prudence et l'attentisme sont toujours de mise chez les entrepreneurs luxembourgeois

PAR NADIA DI PILLO

Si les principaux voyants demeurent au vert à court terme, il n'y a pas lieu de céder à l'euphorie, a mis en garde la Chambre de commerce ce mercredi.

D'abord parce que «l'évolution plutôt défavorable du commerce mondial ne sera pas sans incidence sur l'économie luxembourgeoise, fortement exposée aux décisions et aux risques externes en raison de son ouverture», indique l'institution dans ses «perspectives économiques 2016».

Avec une prévision de croissance de 3,2 % en 2015 et de 3,4 % en 2016 selon le Stateg, la croissance de l'emploi qui se stabiliserait autour de 2,5 % et le chômage qui passerait de 6,9 % en 2015 à 6,8 % l'année suivante, les chiffres sont plutôt de nature à rassurer. Toutefois, «ces données dépendent intimement de plusieurs facteurs, dont une reprise du commerce mondial, une meilleure performance des pays Bric, l'évolution des Bourses et le maintien des anticipations macroéconomiques



Marc Wagener et Carlo Thelen ont présenté les cinq chantiers prioritaires à achever pour l'économie nationale.

(PHOTO: CHRISTOPHE OLINGER)

chinoises», affirme l'institution, qui note au passage que les entreprises luxembourgeoises semblent toujours manifester «certaines hésitations», en raison notamment de l'absence de réformes d'envergure ces derniers temps, dans le domaine fiscal entre autres.

Parmi les points négatifs recensés par la Chambre de commerce, le classement du Luxembourg au 20^e rang mondial sur le plan de la compétitivité pose tou-

jours problème. «Le maintien du haut niveau de qualité de vie et de la générosité sociale tant appréciés au Grand-Duché dépend de la mise en œuvre d'une politique économique favorisant plus systématiquement l'attractivité de notre pays», estime l'institution.

Si le climat des affaires, mesuré par l'enquête Eurochambres, devait s'améliorer en 2016, la situation demeure plus contrastée au niveau de l'emploi et des investissements. Si la propension à

l'embauche s'améliore dans les services, «l'évolution anticipée des effectifs est en baisse dans l'industrie manufacturière». «Les entrepreneurs se montrent encore prudents lorsqu'il s'agit d'embaucher et surtout d'investir», rappelle Marc Wagener, directeur des affaires économiques.

Une situation d'attentisme donc de la part des entrepreneurs face à des perspectives économiques toujours incertaines à moyen terme. La Chambre de commerce ne voit qu'une seule solution possible: «continuer à accélérer la mise en œuvre des réformes, tout en poursuivant la stratégie de diversification économique». Les chantiers qu'elle juge prioritaires: la réforme du marché du travail et de la fiscalité, le soutien aux PME, la défense du marché unique, l'amélioration de l'image du Grand-Duché et l'entrée dans la troisième révolution industrielle.

En matière de fiscalité, le moment est venu d'agir. «L'attentisme ne constitue plus du tout une option pour le Luxembourg», souligne la Chambre de commerce qui appelle à «rétablir la compéti-

tivité des entreprises luxembourgeoises en évitant une explosion de leur charge fiscale». Cela passe par un ajustement à la baisse du taux d'imposition nominal des sociétés, ce taux étant bien plus élevé au Luxembourg que chez nos concurrents directs comme l'Irlande, la Suisse ou encore le Royaume-Uni.

Le soutien aux PME doit être renforcé, en supprimant les procédures «inutiles», en «facilitant les démarches administratives» et «en procédant à une réforme du droit des faillites». Enfin, la défense du marché unique est jugée fondamentale pour la troisième économie la plus ouverte au monde. «Le libre échange fait partie intégrante de l'ADN du Luxembourg», précise-t-on. Le projet d'accord de libre échange TTIP ainsi que l'accord sur le commerce des services (TISA) constituent dès lors des «opportunités à saisir». Afin de mieux défendre le marché unique européen, la Chambre de commerce ambitionne d'ouvrir en 2016 un bureau de représentation à Bruxelles, au plus près des institutions européennes.